

c'est près de 30 p. 100 de la population ou plus de six millions de Canadiens qui furent directement atteints par le chômage.

• (1540)

Cette situation ne semble pas inquiéter le premier ministre. Autrement, pourquoi aurait-il adopté une politique anti-inflationniste qui, de son propre aveu, devait aboutir au chômage durant ces trois dernières années? Une politique qui ne pouvait être avantageuse qu'aux portefeuillistes. J'ai ici, sur une liste, les noms de 13 compagnies qui ont connu des mises à pied depuis 18 mois, monsieur l'Orateur. Les pertes d'emplois se comptent par milliers. Voici la liste en question: Sheet Harbour, Nouvelle-Écosse, 200 mises à pied; Cornwall Domtar Fine Paper Ltd., 170; Bathurst Consolidated, 80; Frazer Companies, Campbellton, Nouveau-Brunswick, six fermetures en 1971; Bowater, Corner Brook, où les congédiements en série ont commencé en 1971—se sont poursuivis, touchant des centaines de travailleurs; Inco, Sudbury, près de 600 congédiements et environ 1,400 autres à venir; Northern Machine Works, Bathurst, dans le Témiscamingue, annonce de la fermeture de l'usine des pâtes et papiers, environ 800 mises à pied; British Newfoundland Exploration Ltd., Spruce Falls Power and Paper et Coulter Manufacturing.

Malgré une situation aussi désastreuse pour les hommes et femmes en chômage, le gouvernement Trudeau n'a pas oublié de récompenser les compagnies qui l'appuient. Il importe au plus haut point, monsieur l'Orateur, de savoir quels sont ceux qui se créent des mythes au pays. Pour nous, du Nouveau parti démocratique, ce sont les deux anciens partis, celui des conservateurs progressistes et celui des libéraux, qui s'accrochent toujours aux anciens mythes—notamment celui de l'entreprise privée.

Notre pays offre à ceux qui cherchent de l'emploi le régime de l'entreprise privée, de la libre entreprise—qu'on l'appelle comme on voudra. Par exemple, le premier ministre a récemment déclaré lors d'un dîner d'apparat libéral, à Toronto, que les petites annonces dans les journaux de cette ville regorgeaient d'offres d'emplois. Si les Canadiens n'étaient pas aussi paresseux, a-t-il laissé entendre, ils iraient les chercher. Il a omis de souligner que pour chaque emploi disponible, il y avait 11 candidats, et qu'un grand nombre de ces emplois se trouvaient dans l'Arctique ou exigeaient un doctorat. Parfois, ces détails échappent au premier ministre.

Oui, les travailleurs trouvent au Canada le régime de la libre entreprise. Mais, monsieur l'Orateur, je le dis très sérieusement, le Canada est vraiment un État providence pour les sociétés. À l'heure actuelle, le gouvernement libéral verse des fonds à nos sociétés à raison de 400 millions de dollars par année, en majeure partie sous forme de subventions directes non remboursables. Monsieur l'Orateur, nous savons aussi que le parti libéral—c'est peut-être une coïncidence ou ce n'en est peut-être pas une—compte sur ce même secteur pour obtenir des fonds tous les quatre ans pour mener sa campagne.

Le président de la campagne libérale pour les élections que nous attendons tous, a révélé il y a environ une semaine que 95 sociétés sont les principaux bailleurs de fonds du parti libéral. C'est la première fois qu'il nous en déclare le nombre. Monsieur l'Orateur, j'estime que les Canadiens ont le droit de connaître les noms de ces sociétés. Nous avons le droit de savoir combien d'entre elles ont reçu des subventions non remboursables et à combien il a été adjugé des contrats de l'État. Je défie le gouverne-

ment actuel, qui parle avec tant de faconde de démocratie active, de présenter une liste de ces 95 sociétés afin que nous puissions vérifier. Il nous faudra sans doute attendre longtemps.

Qu'il me soit permis de faire de brefs commentaires sur trois programmes dans lesquels le gouvernement s'est lancé pour se tirer du marasme économique qu'il a créé. Tout d'abord, il y a le ministère de l'Expansion économique régionale. Ce ministère est censé aider les régions plus pauvres du Canada. Toutefois, son travail est, à toutes fins pratiques, inutile à l'ensemble de l'économie. En fait, il manque tellement de planification efficace qu'il a servi, d'une part, à augmenter la propriété étrangère au Canada et, d'autre part, à créer du chômage dans d'autres endroits du Canada.

La liste des sociétés touchant des subventions de ce ministère ne renferme que des grosses sociétés multinationales comme Procter and Gamble, IBM, Parson and Whitmore, les Pneus Michelin, et autres. Et avec quelle hâte folle et irréfléchie on leur a accordé des fonds! Étudions quelques exemples. Il y a, d'abord, l'ITT qui est une des plus grandes sociétés américaines et qui a reçu environ 15 millions de dollars pour une nouvelle usine de pâtes à Port Cartier. Cette subvention répondait-elle à un besoin réel d'une nouvelle usine de pâtes dans l'économie canadienne? Évidemment pas. J'en parle parce que nous venons tout juste d'apprendre que la Canadian International Paper ferme son usine à Témiscamingue entraînant ainsi une perte de 700 emplois. Cette entreprise faisait exactement le même travail que l'ITT.

Deuxièmement, Duplate of Canada Ltd. a reçu presque un million pour construire une nouvelle usine à Hawkesbury et pouvoir fermer celle d'Oshawa, créant ainsi en même temps de nouveaux emplois à Hawkesbury et du chômage à Oshawa. Quel modèle de planification! Troisièmement, la société Michelin, une entreprise française, obtient des millions de dollars sous forme de subventions pour fabriquer des pneus en Nouvelle-Écosse pour un marché canadien qui compte déjà trop d'entreprises similaires. Entretiens, Dunlop Tire ferma à Toronto et Dunlop, B.F. Goodrich, Firestone, et ainsi de suite, situées ailleurs en Ontario, fonctionnent à un rythme réduit et certaines d'entre elles pourraient devoir fermer complètement leurs portes. Quatrièmement, en novembre dernier, Aerovox Canada Ltd. a déplacé une partie de son exploitation de Hamilton, en Ontario, à Amherst, en Nouvelle-Écosse, après avoir obtenu du ministère une subvention de \$235,000. Cinquièmement, une semaine après la décision d'Aerovox, tout juste pour montrer que le gouvernement est épais dans sa stupidité, on a annoncé que Union Carbide transférerait une partie de son exploitation de Welland, en Ontario, à Beauharnois, au Québec, parce que le ministère de l'Expansion économique régionale lui avait accordé une subvention de 1.3 million de dollars.

Le problème, monsieur l'Orateur, c'est que trop souvent le ministère de l'Expansion économique régionale n'est qu'un énorme gaspillage des fonds publics qui permet aux sociétés de se remplir les poches, et qui, au lieu de créer de nouveaux emplois, ne fait que déplacer le chômage d'une région du Canada à une autre. Voilà apparemment en quoi consiste la planification économique des libéraux.

Dans son discours de vendredi, le premier ministre a mentionné, avec l'orgueil modeste qui le caractérise, les programmes de main-d'œuvre du gouvernement. Là encore, il nous faut examiner la réalité que dissimulent les données statistiques. Au cours du troisième trimestre de 1971, de 60,000 à 80,000 stagiaires suivaient les cours